



## Réunion des États parties

Distr. générale  
27 mars 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Vingt-septième Réunion

New York, 12-16 juin 2017

Point 11 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Examen des questions budgétaires concernant  
le Tribunal international du droit de la mer**

### **Rapport sur les questions budgétaires pour l'exercice 2015-2016**

**Présenté par le Greffier du Tribunal international  
du droit de la mer**

#### **I. Rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2015-2016**

1. En juin 2014, à sa vingt-quatrième session, la Réunion des États parties a approuvé le budget du Tribunal au titre de l'exercice 2015-2016 pour un montant de 18 886 200 euros ([SPLOS/275](#), par.1). Elle a demandé au Greffier de trouver des moyens de faire des économies supplémentaires dans le budget, sans pour autant que cela nuise au bon fonctionnement du Tribunal, et de lui faire rapport sur cette question à la vingt-cinquième session (*ibid.*, par. 4). Conformément à cette demande, des économies supplémentaires de 68 600 euros ont été réalisées et le budget du Tribunal pour 2015-2016 a finalement été établi à 18 817 600 euros. Ce montant comprenait, au titre de la partie C du budget (Dépenses afférentes aux affaires), une provision de 2 501 300 euros, qui visait à couvrir les dépenses relatives à l'examen de l'affaire n° 21 (*Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches*) et à permettre au Tribunal de traiter deux procédures urgentes en 2015-2016. La Réunion a décidé qu'un taux plancher de 0,01 % et un taux plafond de 22 % seraient appliqués pour établir le barème des quotes-parts des États parties pour le budget du Tribunal au titre de 2015-2016 (*ibid.*, par. 6).

2. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget pour 2015-2016 (voir annexe), le total des dépenses s'élève à 18 662 719 euros, soit 99,18 % du montant des crédits ouverts (18 817 600 euros) pour l'exercice. Ce résultat s'explique par l'utilisation optimale des ressources dans une période d'intensification de l'activité judiciaire. On pourra noter que, pendant l'exercice, le

---

\* [SPLOS/L.78](#).



Tribunal a continué d'examiner l'affaire n° 21 et rendu son avis consultatif le 2 avril 2015.

3. Le 27 février 2015, la Côte d'Ivoire a introduit devant la Chambre spéciale une demande en prescription de mesures conservatoires dans l'affaire n° 23 [*Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'océan Atlantique (Ghana/Côte d'Ivoire)*] conformément au paragraphe 1 de l'article 290 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Chambre spéciale a rendu son ordonnance le 25 avril 2015. Le 21 juillet 2015, l'Italie a soumis au Tribunal une demande en prescription de mesures conservatoires conformément au paragraphe 5 de l'article 290 de la Convention, dans un différend avec l'Inde concernant l'incident de l'*Enrica Lexie*. L'affaire a été inscrite au rôle du Tribunal sous le n° 24 [*L'incident de l'« Enrica Lexie » (Italie c. Inde), mesures conservatoires*]. Le Tribunal a rendu son arrêt en l'affaire le 24 août 2015. Le 17 décembre 2015, le Panama a déposé une requête auprès du Tribunal dans un différend avec l'Italie concernant la saisie et l'immobilisation du *Norstar*, navire battant pavillon panaméen. L'affaire a été inscrite au rôle du Tribunal sous le n° 25 [*Affaire du navire Norstar (Panama c. Italie)*]. Le 10 mars 2016, l'Italie a soulevé des exceptions préliminaires à la compétence du Tribunal et à la recevabilité de la requête du Panama. Les audiences publiques sur ces exceptions se sont tenues du 20 au 22 septembre 2016, et le Tribunal a rendu son arrêt le 4 novembre 2016.

4. Le montant des économies réalisées au titre du chapitre 11 (Juges) [partie C (Dépenses afférentes aux affaires)] s'est établi à 278 156 euros. Ces économies, obtenues sous les rubriques « Allocations spéciales » et « Frais de déplacement des juges pour les réunions, y compris les juges *ad hoc* » s'expliquent en grande partie par le fait que l'affaire n° 23 a été présentée à une chambre spéciale du Tribunal, composée de cinq membres, alors que l'autorisation budgétaire était fondée sur la présentation d'une affaire urgente au Tribunal siégeant en audience plénière. Elles s'expliquent également par la diminution du montant de l'indemnité journalière de subsistance à Hambourg (Allemagne), passée à 277 euros à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014, alors que le budget était fondé sur le montant de 322 euros, applicable en mars 2014. Elles s'expliquent enfin par le fait que le calendrier des réunions judiciaires du Tribunal a été établi conjointement à celui de ses réunions ordinaires sur des questions autres que judiciaires.

5. La rubrique budgétaire « Indemnité des juges *ad hoc* » présente un solde négatif de 12 972 euros car le budget était prévu pour indemniser les juges *ad hoc* pendant seulement deux affaires urgentes, alors qu'ils ont été nommés pour trois affaires (affaires n° 23 à n° 25).

6. Au chapitre 12 (Dépenses de personnel) (partie C), la rubrique « Personnel temporaire pour les réunions » présente un dépassement de crédits de 213 726 euros, qui s'explique principalement par le fait que le volume des travaux de traduction a été bien plus important que prévu, en particulier en ce qui concerne l'affaire n° 23, et que le budget avait été établi sur la base de trois affaires, alors que le Tribunal en a traité quatre pendant l'exercice. Le dépassement de crédits a été compensé par des virements de crédits d'un chapitre à l'autre conformément à l'article 4.6 du Règlement financier, comme le Greffier y avait été autorisé par la Réunion des États parties (SPLOS/301, par. 5) à sa vingt-sixième session. Le solde de la partie C est de 65 508 euros.

7. Au chapitre 1 (Juges) [partie A (Dépenses renouvelables)], la rubrique « Traitement annuel » présente un solde négatif d'un montant de 68 172 euros. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que deux juges, dont le mandat arrivait à leur terme le 30 septembre 2014, ont continué de siéger

jusqu'au 2 avril 2015 en l'affaire n° 21, conformément à l'article 17 du Règlement du Tribunal. Pendant cette période, ils ont perçu un traitement annuel, et le paiement de leur pension a été suspendu. Le dépassement de crédits s'explique également par le fait que le niveau de rémunération des juges, qui a été révisé à deux reprises pendant l'exercice, en 2015 et en 2016, a été légèrement revu à la hausse. Le dépassement des crédits au titre de la rubrique « Traitement annuel » a été intégralement compensé par la redistribution des crédits dans le chapitre 1 de la partie A.

8. Au même chapitre, des économies d'un montant de 116 333 euros ont été réalisées au titre de la rubrique « Allocations spéciales ». Elles s'expliquent principalement par la diminution du montant de l'indemnité journalière de subsistance à Hambourg, passée de 322 euros à 277 euros. Le chapitre présente un solde final de 84 547 euros.

9. Au chapitre 2 (Régime des pensions des juges) (partie A), la rubrique « Pensions servies » présente un solde négatif de 295 265 euros. Le montant des pensions des anciens membres du Tribunal et des conjoints survivants est fixé en dollars des États-Unis. L'appréciation de 23,54 % du dollar par rapport à l'euro a donc eu une incidence directe sur l'exécution du budget. Par ailleurs, un membre du Tribunal a quitté ses fonctions en mai 2015, ce qui a eu pour résultat d'alourdir le montant des pensions pour la période allant de mai 2015 à décembre 2016. Or, ce surplus du montant des pensions, qui s'est élevé à 100 221 euros, n'était pas prévu dans le budget pour 2015-2016. Le dépassement des crédits a été intégralement compensé par les économies réalisées au titre des chapitres 1 (Juges), 3 (Dépenses de personnel) et 7 (Dépenses de fonctionnement).

10. Des économies d'un montant de 197 077 euros ont été réalisées au titre du chapitre 3 (Dépenses de personnel) (partie A), principalement à la rubrique « Postes permanents », des postes du Greffe étant restés vacants pendant l'exercice.

11. Le chapitre 4 (Indemnité de représentation) (partie A) présente un solde négatif de 2 617 euros. Le dépassement de crédits est entièrement dû à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis sur l'ensemble de l'exercice. Il est proposé de le financer par les économies réalisées au titre du chapitre 5 (Voyages autorisés) (partie A), économies dont le montant est de 12 318 euros.

## **II. Rapport sur les mesures prises en vertu du Règlement financier et des règles de gestion financière du Tribunal**

### **A. Restitution de l'excédent de l'exercice 2013-2014**

12. Conformément aux informations communiquées à la Réunion des États parties (voir [SPLOS/295](#), par. 8 et 9), un montant de 1 837 669 euros a été restitué aux États parties et déduit de leurs contributions pour 2017 et, s'il y a lieu, de leurs contributions au titre d'exercices antérieurs, en application de l'article 4 du Règlement financier du Tribunal (voir [SPLOS/301](#), par. 3).

### **B. Placement des fonds du Tribunal**

13. S'agissant du placement des fonds du Tribunal, l'article 9 du Règlement financier et des règles de gestion financière du Tribunal prévoit ce qui suit :

9.1 Le Greffier peut placer à court terme, de manière prudente, les fonds qui ne sont pas immédiatement nécessaires; il informe périodiquement le Tribunal et la Réunion des États parties des placements effectués.

[...]

9.2 Les revenus des placements sont comptabilisés comme recettes accessoires ou sont affectés conformément aux règles relatives à chaque fonds ou compte.

14. En 2015 et 2016, les fonds du Tribunal étaient déposés sur des comptes bancaires de la JP Morgan et la Deutsche Bank en dollars des États-Unis et en euros. Des intérêts ont été perçus d'investissements à court terme (pour une période inférieure à 12 mois), conformément à la règle 109.1 du Règlement financier du Tribunal. En 2015 et 2016, les placements ont rapporté 2 401 euros d'intérêts, qui ont été comptabilisés comme recettes accessoires, conformément à l'article 9.2.

### C. Fonds d'affectation spéciale pour le Tribunal international du droit de la mer

15. À sa vingt-huitième session, en septembre 2009, le Tribunal a approuvé la proposition du Greffier visant à établir un fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer, conformément au Règlement financier du Tribunal. Le Greffier a donc créé le Fonds d'affectation spéciale pour le Tribunal international du droit de la mer auprès de la Deutsche Bank à Hambourg. Ce fonds doit permettre d'encourager la mise en valeur des ressources humaines des pays en développement dans le domaine du droit de la mer, et des affaires maritimes en général. Les contributions qui y sont faites servent à aider financièrement les participants au programme de stages et à l'académie d'été du Tribunal qui sont originaires de pays en développement.

16. La première contribution à ce Fonds, d'un montant de 25 000 euros, a été versée en 2010 par Korwind, une société de la République de Corée basée à Hambourg et spécialisée dans les énergies renouvelables. Des contributions ont ensuite été faites par l'Institut maritime de Corée en octobre 2011 (15 000 euros), décembre 2012 (15 000 euros), octobre 2013 (15 000 euros), août 2014 (20 000 euros), décembre 2014 (15 000 euros), juillet 2015 (20 000 euros), octobre 2015 (11 000 euros), décembre 2015 (15 000 euros) et décembre 2016 (15 000 euros). Depuis juillet 2012, le Fonds a servi à appuyer le programme de stage du Tribunal et aider financièrement les stagiaires originaires de pays en développement. Il a également servi à financer deux ateliers régionaux, tenus à Nairobi en août 2014 et à Bali (Indonésie) en août 2015. L'état du Fonds au 31 décembre 2016 était le suivant (en euros) :

Contributions	61,000
Pertes de change	(77)
<b>Recettes</b>	<b>60,923</b>
Dépenses engagées pour les participants et les activités autorisées	(76,320)
Frais bancaires	(877)
<b>Dépenses</b>	<b>(77,197)</b>
<b>Excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(16,274)</b>

Réserves au titre d'exercices précédents	31,915
<b>Solde disponible</b>	<b>15,641</b>

#### D. Fonds d'affectation spéciale de la Nippon Foundation

17. En mars 2007, le Tribunal et la Nippon Foundation ont signé la convention de subventions de la Nippon Foundation. En vertu de cette convention, la Nippon Foundation s'est engagée à verser une subvention d'un montant de 200 000 euros pour le programme de formation et de renforcement des capacités du Tribunal en ce qui concerne le règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

18. En application de l'article 6.5 du Règlement financier du Tribunal, un fonds d'affectation spéciale a été créé à cet effet et un compte spécial, le compte « Nippon Foundation Grant », a été ouvert en euros à la Deutsche Bank. L'objet du fonds est de couvrir les dépenses encourues par les participants au programme originaires de pays en développement.

19. Une deuxième contribution de 200 000 euros a été versée au Tribunal en mars 2008, une troisième, du même montant, en mars 2009 et sept autres, de 230 000 euros chacune, en mars 2010, mars 2011, mars 2012, mars 2013, mars 2014, mars 2015 et mars 2016. Au 31 décembre 2016, l'état du fonds de la Nippon Foundation, dont la Réunion des États parties doit être informée en application de l'article 6.5 du Règlement financier du Tribunal, s'établissait comme suit (en euros) :

Contributions de la Nippon Foundation	460,000
Gains de change	54
<b>Recettes</b>	<b>460,054</b>
Dépenses engagées pour les participants et les activités autorisées	(374,039)
Frais bancaires	(1,050)
Taxes non remboursables	(1,740)
<b>Dépenses</b>	<b>(376,829)</b>
<b>Excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>83,225</b>
Comptes créditeurs ou débiteurs et charges constatées d'avance	(16,846)
Réserves au titre d'exercices précédents	267,224
<b>Solde disponible</b>	<b>333,603</b>

#### E. Fonds d'affectation spéciale du China Institute of International Studies

20. Comme suite à la signature, le 3 mai 2012, d'un mémorandum d'accord entre le Tribunal et le China Institute of International Studies, le « Fonds d'affectation

spéciale du China Institute of International Studies » a été créé pour soutenir le programme de stage du Tribunal, l'académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer et d'autres projets, dont des ateliers régionaux. Une contribution de 100 000 euros a été reçue de l'Institut le 20 juin 2012, et utilisée pour soutenir le programme de stage et l'académie d'été. Au 31 décembre 2016, le solde du fonds s'établissait à 15 542 euros et était réservé à l'organisation d'un atelier régional en Afrique de l'Ouest.

## F. Fonds d'affectation spéciale pour le vingtième anniversaire du Tribunal

21. À sa quarantième session, en octobre 2015, le Tribunal a décidé de créer un fonds d'affectation spéciale pour financer les manifestations et activités concernant son vingtième anniversaire et diffuser des informations sur son rôle en matière de règlement des différends relatifs au droit de la mer. Au total, quatre contributions ont été reçues en 2016. Deux contributions de 25 000 euros chacune ont été reçues de l'Institut maritime de Corée en mai et juillet 2016, une contribution de 109 443 euros a été versée par le Gouvernement japonais en juillet 2016 et une autre de 7 000 euros par le Gouvernement allemand en décembre 2016. Ces contributions ont été utilisées pour financer les activités menées pour célébrer l'anniversaire du Tribunal à New York, pendant la vingt-sixième session de la Réunion des États parties, et à Hambourg.

22. Une table ronde sur le rôle du Tribunal en matière de règlement des différends relatifs au droit de la mer s'est tenue à New York le 23 juin 2016, pendant la vingt-sixième session. Elle a été organisée avec la contribution financière de l'Institut maritime de Corée.

23. Une cérémonie solennelle a été organisée le 7 octobre 2016 à l'Hôtel de ville de Hambourg pour célébrer le vingtième anniversaire du Tribunal. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck, le Premier Maire et Président du Sénat de la Ville libre et hanséatique de Hambourg, Olaf Scholz, et le Président du Tribunal, le juge Vladimir Golitsyn, ont pris la parole. La cérémonie, à laquelle ont assisté plus de 500 invités, a été organisée avec l'appui de la République fédérale d'Allemagne et la Ville libre et hanséatique de Hambourg.

24. La cérémonie a été précédée d'un colloque international de deux jours relatif à la contribution du Tribunal à l'état de droit, et d'une visite du Secrétaire général au Tribunal. Plus de 150 personnes, dont des juges du Tribunal, de la Cour internationale de Justice et d'autres juridictions, des universitaires et des avocats et conseils intervenus auprès de cours et tribunaux internationaux ont pris part au colloque, qui a pu être organisé grâce au concours financier du Gouvernement japonais. Une autre manifestation d'ordre universitaire (« Les 20 ans du Tribunal : regard sur l'avenir ») sera organisée à Hambourg le 18 mars 2017. L'état du fonds d'affectation spéciale pour le vingtième anniversaire du Tribunal est le suivant (en euros) :

Contributions	166,443
Gains de change	19
<b>Recettes</b>	<b>166,462</b>
Dépenses engagées pour les activités autorisées	(138,131)

---

Frais bancaires	(179)
Taxes non récupérables	(105)
<b>Dépenses</b>	<b>(138,415)</b>
<b>Excédent des recettes par rapport aux dépenses (2016)</b>	<b>28,047</b>

---

## Annexe

## Rapport sur l'exécution du budget pour 2015-2016 (en euros)

<i>Partie/ chapitre</i>	<i>Postes de dépenses</i>	<i>Crédits ouverts 2015-2016</i>	<i>Dépenses 2015 (au 31 décembre 2015)</i>	<i>Dépenses 2016 (au 31 décembre 2016)</i>	<i>Dépenses totales 2015- 2016 (au 31 décembre 2016)</i>	<i>Solde</i>	<i>Dépenses totales/ budget approuvé (pourcentage)</i>
<b>A</b>	<b>Dépenses renouvelables</b>						
<b>1</b>	<b>Juges</b>	<b>4,246,100</b>	<b>2,067,246</b>	<b>2,094,307</b>	<b>4,161,553</b>	<b>84,547</b>	
1.1	Traitement annuel	3,008,300	1,544,732	1,531,740	3,076,472	(68,172)	102.27
1.2	Allocations spéciales	917,900	381,743	419,824	801,567	116,333	87.33
1.3	Frais de déplacement aux sessions	274,600	132,906	134,368	267,274	7,326	97.33
1.4	Dépenses communes	45,300	7,865	8,375	16,240	29,060	35.85
<b>2</b>	<b>Régime des pensions des juges</b>	<b>967,800</b>	<b>614,392</b>	<b>648,673</b>	<b>1,263,065</b>	<b>(295,265)</b>	
2.1	Pensions servies	967,800	614,392	648,673	1,263,065	(295,265)	130.51
<b>3</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	<b>7,533,900</b>	<b>3,518,622</b>	<b>3,818,201</b>	<b>7,336,823</b>	<b>197,077</b>	
3.1	Postes permanents	5,085,200	2,402,424	2,496,441	4,898,865	186,335	96.34
3.2	Dépenses communes de personnel	2,045,000	945,222	1,098,205	2,043,427	1,573	99.92
3.3	Heures supplémentaires	25,000	11,436	13,315	24,751	249	99.00
3.4	Personnel temporaire pour les réunions	197,900	97,482	98,988	196,470	1,430	99.28
3.5	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	107,900	35,293	69,493	104,786	3,114	97.11
3.6	Formation	72,900	26,765	41,759	68,524	4,376	94.00
<b>4</b>	<b>Indemnité de représentation</b>	<b>11,100</b>	<b>6,867</b>	<b>6,850</b>	<b>13,717</b>	<b>(2,617)</b>	<b>123.58</b>
<b>5</b>	<b>Voyages autorisés</b>	<b>180,300</b>	<b>78,908</b>	<b>89,074</b>	<b>167,982</b>	<b>12,318</b>	<b>93.17</b>
<b>6</b>	<b>Dépenses de représentation</b>	<b>14,300</b>	<b>8,329</b>	<b>5,706</b>	<b>14,035</b>	<b>265</b>	<b>98.15</b>
<b>7</b>	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2,888,000</b>	<b>1,262,164</b>	<b>1,537,538</b>	<b>2,799,702</b>	<b>88,298</b>	
7.1	Entretien des locaux (sécurité y compris)	2,159,000	1,003,439	1,153,144	2,156,583	2,417	99.89
7.2	Location et entretien de matériel	355,600	135,303	191,217	326,520	29,080	91.82
7.3	Communications	189,200	63,283	78,829	142,112	47,088	75.11
7.4	Services et frais divers (frais bancaires y compris)	41,000	14,709	16,630	31,339	9,661	76.44
7.5	Fournitures et accessoires	122,400	45,430	76,918	122,348	52	99.96
7.6	Services spéciaux (vérification externe des comptes)	20,800	0	20,800	20,800	0	100.00
<b>8</b>	<b>Bibliothèque et dépenses connexes</b>	<b>320,000</b>	<b>136,866</b>	<b>182,052</b>	<b>318,918</b>	<b>1,082</b>	
8.1	Achats d'ouvrages et de publications	242,000	111,681	129,926	241,607	393	99.84
8.2	Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure	78,000	25,185	52,126	77,311	689	99.12
<b>B</b>	<b>Dépenses non renouvelables</b>						
<b>9</b>	<b>Mobilier et matériel</b>						
9.1	Achat de matériel	154,800	22,066	129,069	151,135	3,665	97.63



Partie/ chapitre	Postes de dépenses	Dépenses 2015		Dépenses 2016		Dépenses totales 2015- 2016	Dépenses totales/ budget approuvé (pourcentage)
		Crédits ouverts 2015-2016	(au 31 décembre 2015)	(au 31 décembre 2016)	(au 31 décembre 2016)	Solde	
<b>C</b>	<b>Dépenses afférentes aux affaires</b>	<b>2,501,300</b>	<b>1,723,107</b>	<b>712,685</b>	<b>2,435,792</b>	<b>65,508</b>	
<b>11</b>	<b>Juges</b>	<b>1,889,700</b>	<b>1,092,300</b>	<b>519,244</b>	<b>1,611,544</b>	<b>278,156</b>	
11.1	Allocations spéciales	1,468,500	855,306	421,197	1,276,503	191,997	86.93
11.2	Indemnités pour les juges <i>ad hoc</i>	110,800	67,755	56,017	123,772	(12,972)	111.71
11.3	Frais de déplacement aux affaires (juges <i>ad hoc</i> y compris)	310,400	169,239	42,030	211,269	99,131	68.06
<b>12</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	<b>611,600</b>	<b>630,807</b>	<b>193,441</b>	<b>824,248</b>	<b>(212,648)</b>	
12.1	Personnel temporaire pour les réunions	577,800	603,560	187,966	791,526	(213,726)	136.99
12.2	Heures supplémentaires	33,800	27,247	5,475	32,722	1,078	96.81
<b>Total</b>		<b>18,817,600</b>	<b>9,438,155</b>	<b>9,224,155</b>	<b>18,662,719</b>	<b>154,881</b>	<b>99.18</b>